



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Joël RAYMOND

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Montpellier et de Lattes - Secteur Cambacérès-Economique - Convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie - Approbation - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La concession Cambacérès, portant sur une superficie d'environ 300 ha, a été définie comme l'un des onze sites stratégiques de développement du territoire métropolitain au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La position-clé du site dans le développement urbain s'intègre dans ce territoire labellisé EcoCité. Au cœur du site, sont prévus notamment un pôle multimodal autour de la gare TGV Montpellier Sud de France et le dédoublement de l'autoroute A9.

Une première ZAC a été créée en 2013 sur un périmètre de 60 hectares, en vue de :

- réaliser et promouvoir un pôle numérique supérieur en lien avec la démarche French Tech (halle French Tech) au sein d'un quartier mixte en portant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et la gare ;
- installer la trame paysagère de la « *nature urbaine* », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment dans le cadre de la réalisation du parc de la Mogère et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « *l'enveloppe urbaine* » ;
- mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité avec l'ambition de faire de ce quartier, un laboratoire d'expériences innovantes.

Le programme prévisionnel de cette première ZAC est de 400 000 m² de Surface de Plancher (SdP) en participation autour d'un pôle tertiaire, d'écoles supérieures, de logements. Une ZAC 1bis est en préparation sur 18 ha (environ 110 000 m² de SdP).

Au regard de l'ampleur de ce projet, les aménagements nécessaires à sa réalisation commenceront entre 2018 et 2020.

Une convention d'anticipation foncière a été signée le 5 novembre 2013 sur ce secteur, entre la communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et l'Établissement Public Foncier (EPF) Languedoc-Roussillon, devenu l'EPF d'Occitanie, en vue de la réalisation d'un projet d'aménagement de grande envergure sur les communes de Montpellier et de Lattes autour de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France. Ce futur quartier est désormais dénommé « *quartier Cambacérès* ». Dans le cadre de cette convention d'anticipation, l'EPF a acquis environ 3,3 hectares.

Cependant, toutes les acquisitions n'ont pas été réalisées, aussi, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que l'EPF poursuive son action foncière et décide de convenir avec lui des nouvelles modalités d'interventions foncières dans le cadre d'une convention opérationnelle.

La Métropole a sollicité l'EPF Occitanie pour intervenir dans le cadre d'une nouvelle convention opérationnelle d'une durée de 8 ans.

Cette convention opérationnelle aura pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet d'aménagement d'ensemble (par voie amiable ou préemption) et définira les engagements et obligations prises par les parties pour réaliser les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et dans le cadre de l'engagement financier pris en 2013 d'un montant de 5 M€.

Les dépenses engagées au titre de la convention d'anticipation foncière sont intégrées dans la convention opérationnelle, soit un montant de 2 428 689,10 € au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.